



Réponse au changement climatique, co-bénéfices pour le développement

Premier bilan du Programme global changement climatique de la DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Les catastrophes climatiques comme les sécheresses, les inondations et les laves torrentielles affectent de plus en plus de personnes à travers le monde. Les pauvres sont et vont être particulièrement atteints par les catastrophes climatiques. De 1970 à 2008, plus de 95% des décès dû à des catastrophes naturelles ont eu lieu dans les pays en développement. Les femmes ont été particulièrement touchées. Leurs moyens de subsistance et leur santé sont exposés aux risques climatiques de manière disproportionnée.

Page titre:



Pays OCDE avec hauts revenus



Pays en développement

Par 36'300 personnes affectées par des catastrophes climatiques (2000-2004)

Table des matières

	Échapper au piège du climat	5
	Les changements climatiques, un défi	5
	Contribution du Programme global changement climatique	7
	Gagner en influence à tous les niveaux de la politique climatique	9
	Une coopération mondiale dans l'intérêt de tous	9
	Participation au développement de politiques régionales	11
	Renforcer la politique du climat des pays partenaires	13
	Labourer d'autres sillons politiques que le changement climatique	14
	Créer de la valeur ajoutée grâce à des partenariats climatiques	17
	Suivre des pistes respectueuses du climat (« Éviter ce qui n'est pas maîtrisable »)	17
	Apprendre à vivre avec les changements climatiques (« Maîtriser l'inévitable »)	19
	Une coopération au développement respectueuse du climat	21
	Minimiser les risques climatiques dans la coopération au développement	21
	Exploiter le savoir-faire suisse (« swissness »)	23
	Miser sur le savoir et l'expérience	25
	La recherche au service des programmes de développement	25
	Utilité démultipliée par la coopération Sud-Sud	27
	En marche vers un Centre de compétences changement climatiques et développement	31
	Bibliographie	31

Avant-propos



En réponse aux défis planétaires que sont le changement climatique, la sécurité alimentaire, les migrations et l'eau, la DDC a lancé, il y a quelques années, des programmes globaux. Ils ont pour objectif de contribuer dans ces domaines à l'élaboration de solutions pratiques, de favoriser le partage des connaissances et de participer activement au dialogue politique national et international. A partir de 2013, la DDC lancera un nouveau programme global dans le domaine de la santé. De par les multiples dimensions de leur action, les programmes globaux sont un complément idéal à la coopération bilatérale et à la coopération multilatérale. Ils permettent de remédier aux causes et aux conséquences de problématiques mondiales – mais, en même temps, ils contribuent à réduire la pauvreté dans les pays partenaires, en améliorant la sécurité alimentaire par exemple. On en retire ainsi des co-bénéfices pour le développement. Le présent rapport consacré au programme global changement climatique se base sur un état des lieux interne réalisé sur mandat de la DDC par Gester Consulting pendant la seconde moitié de 2011. Les informations présentées se fondent sur des documents et des entretiens avec des personnes directement impliquées dans le programme, en Suisse et dans trois pays partenaires. Il montre qu'en peu de temps, le programme a déjà obtenu des résultats notables ; ce bilan positif doit beaucoup à l'engagement antérieur de la DDC dans le domaine de l'environnement. Il constitue un fondement solide pour nos activités futures en la matière.

Afin de maximiser son impact, le programme changement climatique se concentre sur un petit nombre de pays : Chine, Inde, Pérou et Afrique du Sud. Les activités ayant tout juste été lancées en Afrique du Sud, elles ne figureront pas dans le présent rapport. Les différents chapitres de notre publication suivent la structure du programme global et décrivent les domaines Dialogue politique, Expériences opérationnelles et Partage des connaissances. L'intégration de la problématique du climat dans les autres programmes de la DDC (ce qu'on appelle le *mainstreaming*) relève désormais du domaine Échange de savoir, mais sera encore traité séparément dans ce document.

Pour chaque sujet, les faits saillants sont présentés sur une double page de texte, complétée par une infographie. Ils peuvent être lus de manière indépendante. Ce rapport propose ainsi au lecteur de pouvoir apprécier sous différents angles l'engagement de la DDC en faveur d'une mondialisation propice au développement.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

Échapper au piège du climat

Les changements climatiques, un défi

Notre quotidien est de plus en plus dicté par le cours des événements mondiaux. En matière de climat, cela signifie par exemple un changement du régime des précipitations et une augmentation des sécheresses ou des inondations. Les pertes de récoltes et les dommages aux infrastructures qui en résultent touchent plus sévèrement les personnes pauvres et annulent les progrès réalisés ces dernières années en matière de développement. On estime actuellement qu'il faut jusqu'à 67 milliards de dollars par an pour compenser ne serait-ce que les pires conséquences des changements climatiques dans les pays en développement les plus pauvres. Les pays émergents très peuplés ne sont cependant pas seulement des victimes. S'ils restent jusqu'ici en dessous de la moyenne pour les émissions de CO₂ par habitant, ils n'en présentent pas moins un total d'émissions élevé et en très forte croissance; à l'heure qu'il est, la moitié des émissions mondiales de CO₂ provient en effet des pays émergents et en développement. Les raisons particulières en sont la déforestation et une croissance écono-

**Dans les discussions sur le climat, il n'y a plus de clivage Nord-Sud (...)
C'est comme si le monde était partagé obliquement. Il y a désormais les pays responsables, qui pensent à long terme, et ceux qui mettent toujours en avant leurs intérêts nationaux à court terme.**

Hans Joachim Schellnhuber, climatologue

mique fondée sur les énergies fossiles. Entre 2003 et 2007, la Chine a doublé sa consommation de charbon ; quant à l'Indonésie et au Brésil, la déforestation massive à laquelle ils se livrent les range parmi les plus grands émetteurs de CO₂ du monde.

Maîtriser les changements climatiques exige une

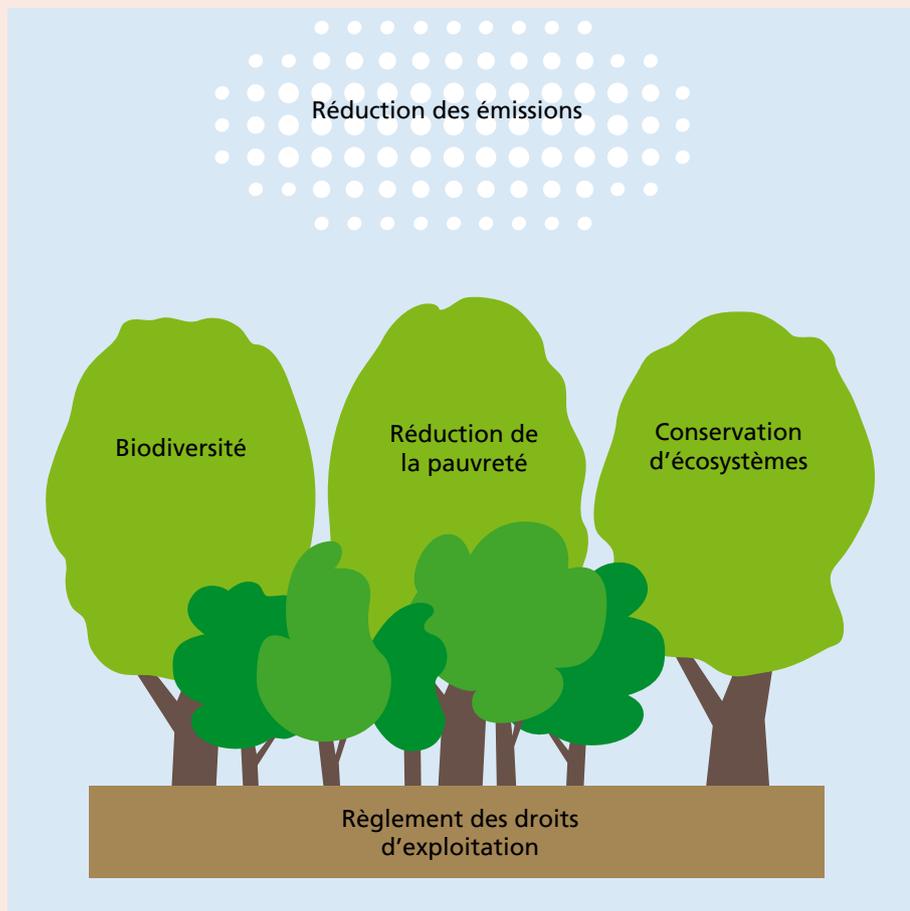
étroite coopération Nord-Sud. Or les appréciations divergentes que les pays industriels, émergents et en développement ont de leurs rôles et de leurs responsabilités ont une influence décisive sur les négociations internationales. Les rencontres annuelles des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sont chaque fois l'occasion de chercher des solutions. À la dernière conférence (Durban, décembre 2011), une plate-forme commune a été créée pour l'élaboration d'un nouveau traité sur le climat censé remplacer le Protocole de Kyoto, mais sans qu'on ait pu énoncer de directives quantitatives pour sa mise en œuvre.

Étant donné les faiblesses de la politique mondiale en la matière, les mesures nationales de protection du climat sont plus importantes que jamais. La Suisse soutient donc des actions concrètes et la coopération avec des partenaires intéressés et de bonne volonté dans divers pays. Le but est ici d'éviter ce qui n'est pas maîtrisable (« mitigation » = évitement des émissions anthropiques de gaz à effet de serre) et de maîtriser l'inévitable (« adaptation » aux changements climatiques inévitables), approches qui sont d'ailleurs complémentaires. La gestion durable des forêts protège ainsi le climat, mais elle préserve aussi les produits sylvicoles pour la population locale et ainsi un moyen important de subsistance (infographie 1). En relevant en 2011 les dépenses en faveur de la coopération au développement à 0,5% du revenu national (PIB), le Parlement a accordé 125 millions de francs de plus pour les mesures en faveur du climat dans les pays en développement. La Suisse met ainsi en œuvre les décisions de la communauté internationale exigeant des pays industrialisés de « nouveaux fonds supplémentaires » pour maîtriser les changements climatiques (« fast start financing »).

Infographie 1 :

Les forêts, un bienfait pour le climat et le développement

Un cinquième environ des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine provient de la déforestation et de la dégradation des forêts. Dans certains pays en développement, ce taux peut même aller jusqu'à 80%. La communauté internationale a créé un mécanisme de protection de la forêt et du climat (« REDD+ »), qui favorise la protection des forêts tropicales par le biais d'incitations économiques. Les négociations concernant les questions de financement et les systèmes de contrôle restent rattachées à celles de l'ONU sur le climat. En matière de protection et d'exploitation des forêts, la Suisse joue un rôle actif sur la scène internationale. En plus de contribuer à l'objectif de réduction des émissions de CO₂ et d'être utilisées comme puits de carbone, les forêts sont également une source de revenus pour les populations locales et jouent par ailleurs un rôle dans la préservation des écosystèmes et de la diversité des espèces. Adapter les règlements forestiers procure donc des bénéfices à plusieurs niveaux (« co-benefits ») :



Le Programme global changement climatique est étroitement lié au mandat central de la DDC et s'articule autour des trois axes stratégiques que sont la réduction de la pauvreté, la sécurité humaine et une mondialisation propice au développement.

DDC, Brève description du programme global Changement climatique, p.1

Contribution du Programme global changement climatique

La Suisse entend associer plus étroitement la résolution de problèmes mondiaux comme les changements climatiques ou les migrations aux efforts de réduction de la pauvreté. Il faut que la mondialisation devienne plus favorable au développement. Comme les formes traditionnelles de la coopération internationale ne suffisent plus pour traiter les biens publics universels, la DDC a lancé en 2008 ses nouveaux « programmes globaux ». Face aux problématiques des changements climatiques, de la sécurité alimentaire, des migrations et de l'eau, ces programmes se concentrent sur l'élaboration de solutions novatrices, la diffusion du savoir et le dialogue politique multilatéral. Le fait de travailler sur un agenda politique international est une plus-value importante par rapport aux projets traditionnels. Une autre caractéristique des programmes globaux est de collaborer avec un grand nombre de partenaires issus des milieux scientifiques et du secteur privé, ainsi que des organisations non gouvernementales, pour nouer de nouvelles alliances. La contribution suisse ne se limite pas à fournir du savoir ; de plus en plus, les coopérations sont conçues pour permettre des partenariats sur pied d'égalité et un apprentissage réciproque.

Le Programme global changement climatique a été lancé en 2008, mais n'a pas dû être conçu à partir de rien, car la DDC contribuait depuis 1991 à protéger l'environnement mondial. Le facteur déclencheur avait été un crédit-cadre unique, voté par le Parlement à l'occasion des 700 ans de la Confédération. Une fois ce crédit épuisé, la Suisse a décidé de

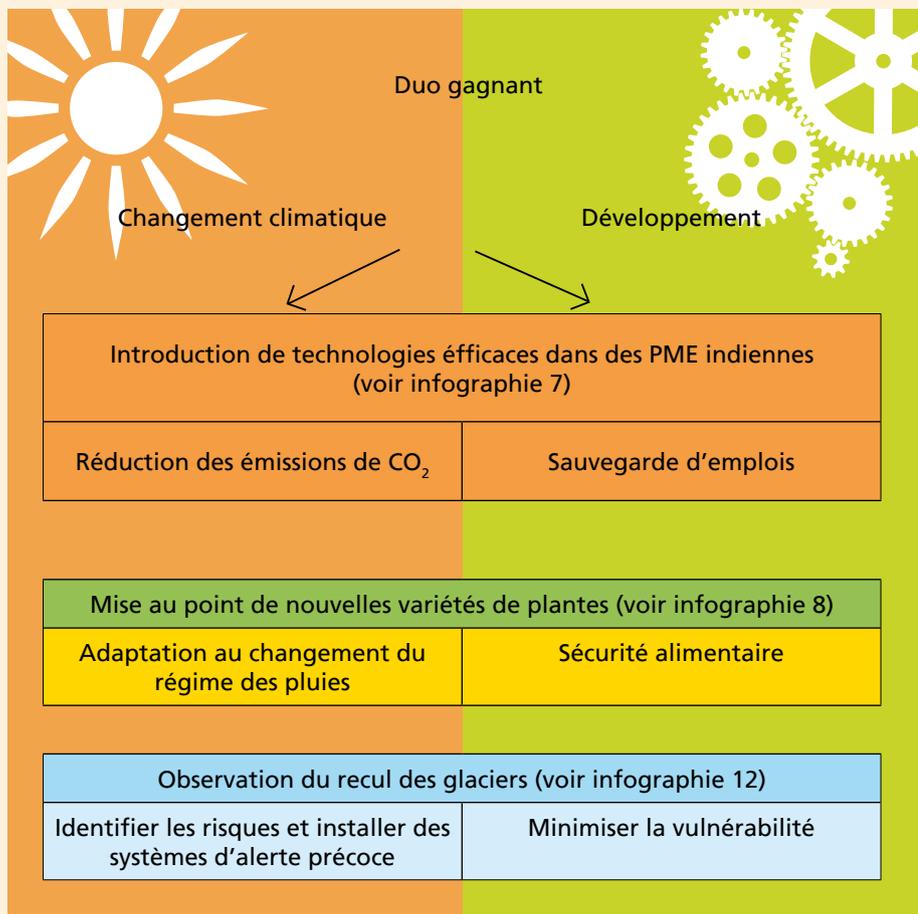
poursuivre ses efforts en la matière. Ainsi, et jusqu'en 2010, la Confédération a dépensé quelque 80 millions de francs par an en faveur du volet climatique de la coopération au développement. Les expériences réalisées et les contacts établis lors de ces premières interventions constituent une base importante du programme actuel. Dans le cadre de la coopération sud-sud, ils permettent d'échanger des informations sur les expériences antérieures et d'approfondir certains partenariats et sujets spécifiques, comme en Inde ou au Pérou.

Pour obtenir le maximum d'impact, le programme Changement climatique se concentre sur un petit nombre de pays et régions. Sont visés des pays émergents et des pays en développement avancés, non seulement parce que leurs émissions de gaz à effet de serre augmentent fortement, mais aussi parce qu'ils jouent un rôle important dans l'élaboration de solutions globales. La sélection tient compte de différents critères, comme l'importance stratégique du pays en question et sa volonté de ménager le climat, mais aussi l'utilité de l'apport de la Suisse dans le cas concret ainsi que sa complémentarité avec d'autres acteurs. Ainsi, les glaciers et leur rôle dans les changements climatiques forment un élément important du programme, avec des projets en Chine et au Pérou. En Inde, l'accent est mis sur la promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Infographie 2 :

Lutte contre le changement climatique, co-bénéfiques pour le développement

Sept pour cent du budget annuel du domaine Coopération au développement de la DDC, soit 72 millions de francs en 2010, sont investis dans les programmes globaux consacrés au changement climatique, à la sécurité alimentaire, à l'eau et aux migrations. Le Programme global changement climatique dépense quatre francs sur cinq pour des programmes et projets réalisés dans les pays partenaires. Le bénéfice est souvent double : d'une part ces investissements atténuent les causes et les effets des changements climatiques, par exemple en réduisant les émissions de CO₂, en améliorant le rendement énergétique ou en facilitant les mesures d'adaptation inévitables ; de l'autre, ils réduisent la pauvreté, préservent les moyens de subsistance ou améliorent la sécurité alimentaire.



Source : DDC

Gagner en influence à tous les niveaux de la politique climatique

Une coopération mondiale dans l'intérêt de tous

Les changements climatiques constituent un problème mondial. Le gros des anciennes émissions de CO₂ est certes imputable aux États-Unis, à l'Europe et au Japon, mais la croissance économique foudroyante des pays émergents catapulte ces derniers au rang de protagonistes de l'élaboration d'une solution durable. Impossible dès lors de ne pas s'entendre avec des pays comme la Chine ou l'Inde. En matière de climat, la coopération de la DDC avec les pays émergents ne produit pas seulement des résultats concrets, elle permet aussi de nouer des relations personnelles avec des acteurs clés. Ces relations améliorent à leur tour la compréhension mutuelle quant aux questions techniques et aux points de vue politiques. Ainsi, la Chine et l'Inde poursuivent des programmes ambitieux de réduction du CO₂ sur une base volontaire, mais s'opposent aux engagements internationaux tant que les pays industrialisés accuseront des émissions par habitant supérieures aux leurs et n'auront pas épongé leur ancienne dette en matière de CO₂.

En sa qualité de membre permanent de la délégation suisse, la DDC participe aux négociations sur le climat

La participation active de la DDC permet d'intégrer les expériences de terrain dans la discussion et renforce notre crédibilité sur le parquet international.

Franz Perrez, ambassadeur, chef de la délégation suisse aux négociations sur le climat

de l'ONU (CCNUCC). En accord étroit avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), chargé de la coordination, elle s'efforce de définir des règles du jeu équitables et propices à la résolution des problèmes. La DDC s'intéresse ici aux interactions entre climat et développement. Elle peut faire profiter la délégation suisse d'expériences dont d'autres ne disposent pas et son avis y est apprécié pour être enrichissant. Grâce

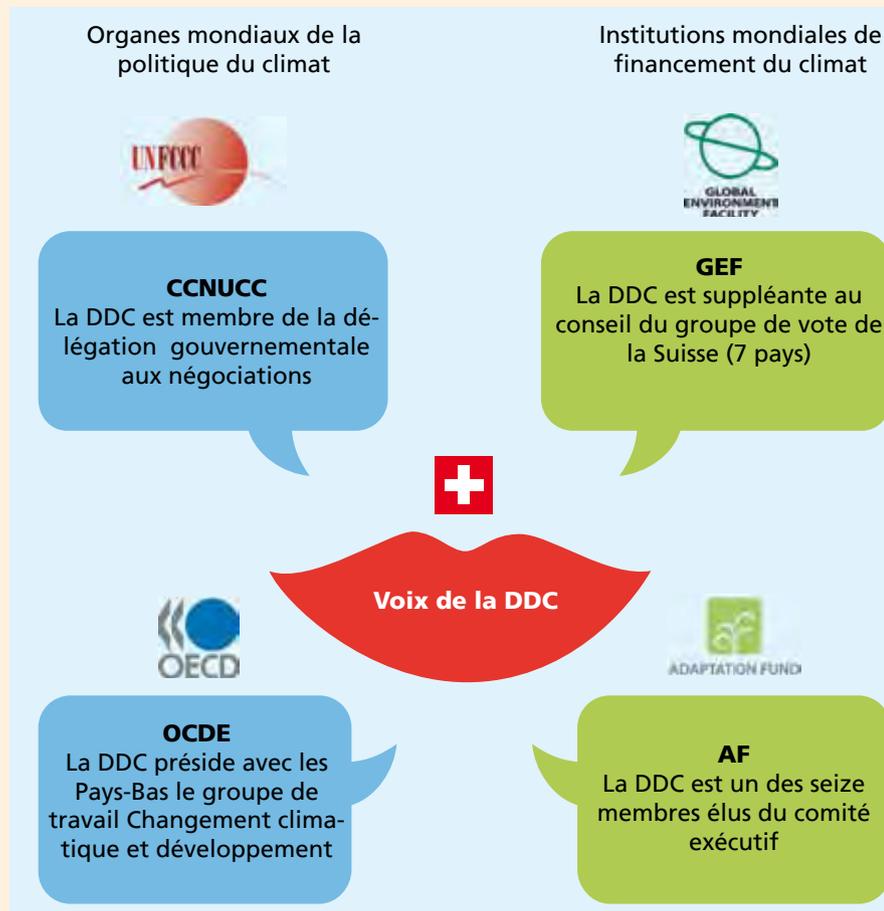
aux enseignements tirés de ses expériences concrètes et à l'entretien délibéré de ses contacts avec des spécialistes du climat des pays partenaires, l'engagement suisse en matière de climat bénéficie d'un profil plus tranché. Dans le cadre d'une manifestation officielle de la Suisse à la conférence de Cancún sur le climat (2010), la DDC a présenté les résultats d'études sur le coût des mesures d'adaptation dans les pays en développement. De leur côté, des pays partenaires (Inde et Pérou) ont invité la Suisse à exposer les résultats de ses programmes de coopération. À la conférence de Durban sur le climat (2011), le programme global Changement climatique a également renforcé la visibilité de la Suisse.

Ainsi, l'engagement de la coopération au développement en faveur du climat accroît la crédibilité des positions suisses dans le poker climatique mondial. Alors qu'à l'ONU, les débats ont une composante politique importante, ils sont beaucoup plus techniques dans d'autres organes, comme le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Même là, cependant, les expériences concrètes sont très appréciées : « En ce moment, les questions opérationnelles sont au cœur de nos discussions et là, la Suisse fournit une contribution importante grâce à ses expériences de terrain », déclare Shardul Agrawala, coresponsable à l'OCDE du groupe de projet Changements climatiques et coopération au développement. Ce groupe est coprésidé par la Suisse, c'est-à-dire la DDC, et les Pays-Bas. Un résultat concret de cet engagement est le document d'orientation de l'OCDE sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération au développement, qui est à la base de nombreux instruments utilisés dans les États membres, comme l'examen de la réduction du risque de catastrophe climatique ou naturelle (Climate Environment and Disaster Risk Reduction Integration Guidance - CEDRIG) de la DDC.

Infographie 3 :

La voix de la DDC dans la politique climatique internationale

La Suisse participe activement aux négociations nationales et internationales sur le climat et s'engage en faveur d'un régime climatique contraignant et équitable. Les représentants de la DDC, qui sont depuis 2005 membres de la délégation suisse, jouent un rôle important dans les négociations onusiennes sur le climat. Ils relaient les préoccupations des pays en développement et s'intéressent à des questions spécifiques comme les mécanismes de financement. Par des contributions à divers fonds multilatéraux (Fonds pour l'environnement mondial [GEF], *Adaptation Fund* [AF]), la Suisse cofinance des mesures d'adaptation et des investissements environnementaux dans les pays en développement. En siégeant dans une sélection d'organes de pilotage, la DDC contribue en outre à ce que les fonds disponibles soient utilisés le plus efficacement possible. Les expériences ainsi recueillies sont intégrées en particulier dans l'établissement du nouveau fonds multilatéral « Green Climate Fund »



Abréviations : CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques; GEF : Global environment facility ; Fonds pour l'environnement mondial; AF : Adaptation Fund
Source : DDC

Même si la Suisse n'est qu'un petit donneur, elle est extrêmement souple et capable de s'associer rapidement à des études ou programmes pilotes, qui ouvriront la voie à des programmes de portée plus générale. C'est là une chose que la Banque mondiale apprécie beaucoup.

Carter Brandon, coordinateur Environnement, agriculture et sylviculture,
Banque mondiale, Chine

Participation au développement de politiques régionales

La Suisse est un petit donneur et sa coopération bilatérale n'a qu'une portée limitée, mais elle est aussi membre d'organisations multilatérales, notamment de l'ONU et des banques de développement. Un tiers environ de sa coopération au développement s'effectue ainsi par des canaux multilatéraux. À l'interface entre ces deux échelons, les réseaux régionaux comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, voir infographie 4) ou le Forum forestier africain (FFA) jouent un rôle important puisqu'ils sont à même d'exploiter les similitudes régionales et les synergies qui en résultent, et de jeter ainsi des ponts entre les négociations et les expériences nationales d'une part et internationales de l'autre. De cette façon, ils sont en mesure de concrétiser des accords multilatéraux tels que REDD+ dans un contexte écologique et social spécifique. C'est là un potentiel qu'il conviendrait de mobiliser davantage.

L'engagement régional du programme global se concentre sur le binôme changement climatique et forêt. Les forêts jouent en effet un rôle crucial tant pour l'adaptation au changement climatique que pour la réduction des émissions de CO₂. Le FFA est une initiative africaine qui combine le savoir et la recherche en sylviculture avec les processus politiques. Créé il y a un peu plus de trois ans et fort de plus de 600 membres, il est largement reconnu et a acquis une réputation de conseiller indépendant et scientifiquement fiable. Le FFA rassemble les représentants de divers groupes d'intérêts, par exemple pour préparer les rencontres du Forum intergouvernemental sur les forêts de l'ONU, ce qui renforce la voix et

l'influence de l'Afrique. La Suisse soutient le développement des capacités du FFA, en particulier dans le domaine forêt et changement climatique.

La mise en place de programmes régionaux sur trois continents permet d'occuper d'importants créneaux du paysage politique et de renforcer le lien entre échelon national et niveau mondial. La coopération active avec des partenaires multilatéraux dans différents pays contribue également à cet objectif. Quant aux leçons tirées des activités bilatérales, elles forment la base d'interventions mûries et de haute qualité dans les enceintes multilatérales. Pour autant que la DDC soit prête à assumer des risques et à promouvoir des méthodes novatrices dans la coopération bilatérale sur le climat, les expériences faites peuvent avoir plus de résonance grâce aux programmes et directives multilatérales. À la Banque mondiale, la Suisse dirige un groupe de vote et siège en permanence au Conseil exécutif. Il est cependant difficile de dire dans quelle mesure la DDC exploite son influence à Washington et si les expériences helvétiques en matière de climat sont prises en compte dans les déclarations du représentant de la Suisse. Il convient d'exploiter désormais davantage ces canaux institutionnels en faveur du climat. Continuer comme par le passé avec des approches contribuant fortement aux émissions de CO₂ n'est pas une option. Ce principe vaut aussi au niveau des institutions et organisations multilatérales – notamment les banques de développement – qui jouent un rôle essentiel pour répondre efficacement aux problèmes climatiques.

Infographie 4 :

L'ANASE comme plate-forme d'une sylviculture durable

En matière d'exploitation forestière durable, la Suisse a remporté de beaux succès non seulement chez elle, mais aussi dans la coopération internationale. Plus de la moitié du territoire des dix pays membres de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) est couvert de forêts et un tiers environ de la population vit directement ou indirectement de la sylviculture. Or l'état et l'exploitation des forêts influencent très directement le climat, puisque 17% des émissions de gaz à effet de serre sont attribués à la forêt. Avec le concours de la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), la Suisse s'engage dans une coopération multilatérale pour renforcer la sylviculture durable en Asie du sud-est.



Source : DDC

Renforcer la politique du climat des pays partenaires

S'entendre au niveau mondial sur des mesures efficaces pour ralentir le réchauffement climatique est une tâche aussi ardue qu'impérative. Encore faut-il que les engagements pris à ce niveau soient mis en œuvre à l'échelon national. C'est donc cet échelon qui, en fin de compte, sera l'aune de l'efficacité des mesures. Les progrès nationaux en matière d'adaptation aux changements climatiques et de réduction du CO₂ complètent d'ailleurs une réglementation mondiale relativement faible. C'est pourquoi la coopération fructueuse de la DDC avec ses pays partenaires en matière de climat a une telle importance. Ainsi, grâce aux expériences du Pérou en Amérique latine, les succès remportés dans ce pays (voir infographie 5) sont à mêmes d'inspirer d'autres États.

« L'engagement suisse en matière de changement climatique concorde parfaitement avec les plans du gouvernement indien et nous aide à atteindre nos objectifs de réduction volontaire du CO₂ », déclare M.S. Swaminathan, membre du Parlement. Et il ajoute : « La Suisse insiste pour donner une voix aux personnes touchées par les changements climatiques et ne fait pas simplement des propositions théoriques

autour d'un tapis vert sur ce qui serait bon pour elles. » En Inde, la DDC a contribué en effet à organiser des entretiens régionaux, à plusieurs échelons, sur les changements climatiques et leurs conséquences, dans l'idée de relayer les expériences de la base aux plus hauts niveaux du monde politique. « Siéger dans les bureaux climatisés de Delhi est une chose, mais discuter des changements climatiques avec des personnes concernées par 42° C à l'ombre modifie fondamentalement la perception qu'on en a », rapporte l'un des participants. Le processus a culminé dans la remise d'un plan d'action national au Parlement. M.S. Swaminathan est d'ailleurs un membre éminent du groupe parlementaire voué aux changements climatiques. Les propositions en matière de climat seront ainsi intégrées dans les préparatifs du nouveau plan quinquennal 2012–2016.

En Chine aussi, les programmes en faveur du climat soutenus par la DDC laissent des traces au niveau national. En 2011, une délégation de haut rang de spécialistes chinois du climat a visité la Suisse et s'est renseignée de façon détaillée sur la manière dont le changement climatique est traité dans la législation et en particulier les questions de la redevance CO₂. « Avoir accès à l'expérience suisse en matière d'environnement nous permet de ne pas commettre les mêmes erreurs. Le retardataire a l'avantage de pouvoir prendre des raccourcis ! », conclut le professeur Pan Jiahua, membre de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS). Tant le programme sino-helvético-britannique d'adaptation aux changements climatiques (ACCC) que l'encouragement par la DDC de la collaboration avec des villes respectueuses du climat sont des sources d'idées. Alors que les approches décarbonées ne figuraient pas encore dans le plan quinquennal 2006–2010, elles sont prioritaires dans le nouveau plan 2011–2016. Sur le fond, le soutien suisse a laissé des traces, en particulier dans les plans régionaux de certaines provinces.

Soutenu par la DDC, le programme d'adaptation au changement climatique (PACC) réalisé au Pérou a été une réponse efficace au problème..., si bien que l'on dispose désormais d'instruments efficaces au niveau local, régional et national. Grâce à l'impulsion donnée par ce projet, les mesures d'adaptation aux changements climatiques peuvent être institutionnalisées aux trois niveaux de décision et de mise en œuvre.

Évaluation externe de la phase 1 du PACC Pérou, p. 40

Infographie 5 :

Soutien à la politique nationale du Pérou

Soutenu par la DDC, le programme d'adaptation au changement climatique (PACC) réalisé au Pérou a pour but d'aider les autorités à évaluer les conséquences du changement climatique et à concevoir des mesures d'adaptation. Il s'agit de définir des normes et des instruments de planification appropriés pour l'administration. Le PACC s'adresse à tous les échelons du gouvernement et est parvenu à faire entrer la question du climat dans les institutions publiques. Désormais, la réduction des risques naturels et l'adaptation au changement climatique figurent dans tous les projets d'investissements publics régionaux et nationaux. L'intérêt du PACC pour le gouvernement et la population péruvienne ne saurait être assez souligné.



La pollution de l'air coûte très cher à la société. Les coûts de la santé sont six à dix fois plus élevés que ceux du filtrage des particules diesel. En absorbant la lumière du soleil et en réchauffant l'air et le sol, les poussières de suie noire contribuent au changement climatique.

Andreas Mayer, Technik Thermische Maschinen (TTM), Niederrohrdorf

Labourer d'autres sillons politiques que le changement climatique

Pour être compatibles avec le climat, la croissance et le développement exigent une réorientation radicale de l'économie et de la société. Limiter par exemple le réchauffement climatique à 2° C nécessite la réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre (par rapport à 1990) d'ici à 2050. Or des réformes aussi profondes ne peuvent être conçues seulement comme des plans Climat ; il faut pratiquer une approche transversale et examiner si d'autres domaines politiques ne recèlent pas des pistes prometteuses. Si l'on repense par exemple toute la politique agricole, on pourrait promouvoir les incitations en faveur des méthodes de culture biologiques et économes en eau, qui ménagent davantage le climat. Dans l'éducation, la sylviculture (voir infographie 1), la politique de la santé ou la protection de l'environnement, il n'est pas non plus difficile d'identifier des effets secondaires propices au climat (« co-bénéfiques », voir infographie 2).

La lutte contre la pollution de l'air est une priorité de la politique chinoise de l'environnement. Les efforts entrepris pour réduire la diffusion de suie et de particules diesel sont bénéfiques non seulement pour le climat, mais aussi pour la santé des personnes concernées (voir infographie 6). Ce sont ces synergies qui sont recherchées dans la coopération sino-helvétique consacrée à la législation sur les changements climatiques et à la politique du climat (CCLP). La loi chinoise sur la protection de l'air est en révision et une loi sur les changements climatiques est en préparation. Parallèlement, certaines villes, comme Lanzhou et Shijia Zhuang, élaborent déjà des plans

d'action. La Banque mondiale envisage de financer un programme d'investissements dès que ces plans seront disponibles. Les contributions de la DDC génèrent ainsi un profit qui dépasse de loin le programme original.

La destruction de la couche d'ozone à une altitude de 15–35 km influence la circulation des masses atmosphériques et augmente les cas de cancer de la peau et les pertes de récoltes, parce que le rayonnement ultra-violet du soleil arrive à la surface terrestre sans avoir été filtré. Ce sont les pays industrialisés qui ont créé le trou de l'ozone, notamment avec les bombes aérosols et les réfrigérateurs. La manière dont cette menace a été contrée est citée comme exemple en matière de politique mondiale de l'environnement. Certaines substances qui détruisent l'ozone, comme les hydrochlorofluorocarbures (HCFC), ont un effet de serre dépassant jusqu'à 4800 fois celui du CO₂ et ont donc une influence considérable sur le climat ; ils devront être éliminés d'ici 2030 (pays industrialisés) et 2040 (pays en développement) permettant ainsi la résorption du trou dans la couche d'ozone jusqu'en 2060. En Inde et en Chine, la demande en appareils de réfrigération explose. Pour que le marché dispose de produits favorables à l'ozone et au climat, la Suisse a soutenu bilatéralement des alternatives à base d'hydrocarbures qui ménagent l'environnement. Elle cofinance parallèlement le Fonds ozone et s'implique dans les organes mondiaux actifs dans ce domaine. Ces contributions efficaces aident à recomposer la couche d'ozone et ralentissent en même temps les changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Infographie 6 :

Cleantech pour la Chine

En Chine, quelque 400 000 personnes meurent chaque année de la pollution de l'air. Une des causes principales en est les particules diesel. Alors qu'en Suisse, celles-ci sont plafonnées à 30 ppm, les villes chinoises présentent le décuple de particules ultra-fines en suspension dans l'air. Ce n'est pas seulement un problème de santé, car les particules de suie renforcent aussi les changements climatiques. Lors du percement des tunnels des NLFA, la Suisse a mis au point pour les machines de chantier des filtres à particules diesel qui retiennent plus de 99% des émissions. La Suisse est ainsi un leader international de cette technologie. Suite à un colloque sino-helvétique, des programmes pilotes ont été lancés dans deux villes de Chine. En outre, Beijing prépare un programme de machines de chantier respectueuses de l'environnement. Les ouvriers sont souvent des émigrés qui doivent affronter des conditions de travail difficiles. Les nombreux bénéfices de cette technologie propre aussi bien pour la santé, que pour les changements climatiques et le porte-monnaie pourraient intéresser d'autres pays.

Air propre
grâce à l'utilisation de filtres
à particules diesel retenant
99% de la suie



Santé

- Allongement de la vie de plus d'un an (vaut pour l'UE, mais plus pour la Chine)
- Réduction des cas de maladie des voies respiratoires, surtout chez les enfants



Changement climatique

- L'élimination des particules de suie dans l'atmosphère réduit immédiatement le réchauffement terrestre
- L'élimination des dépôts de suie sur les glaciers ralentit immédiatement leur fonte



Coûts

- Les coûts de la santé économisés équivalent au décuple de ceux des filtres
- Les jours de travail perdus baissent vu la diminution des cas de maladie

Créer de la valeur ajoutée grâce à des partenariats pour le climat

Suivre des pistes respectueuses du climat

Des pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde se livrent actuellement à une course de rattrapage économique sans précédent, mais qui ne se déroule pas à l'aveugle. Les dirigeants chinois ont par exemple tout à fait conscience que le monde ne sera pas en mesure de supporter la réalisation de leur vision de quadrupler le PIB de la Chine d'ici 2030, si les modes de vie et de production ne changent pas. C'est pourquoi l'on recherche fiévreusement des formes de croissance compatibles avec l'environnement (« croissance verte ») et pourquoi les approches respectueuses du climat sont si nécessaires. Les pays partenaires en matière de climat sont donc non seulement ouverts à la coopération internationale, mais s'intéressent aussi beaucoup aux innovations et aux expériences qui leur montrent comment un pays aussi développé que la Suisse entend maîtriser la crise climatique qui s'annonce. Dans pareil contexte, coopérer en matière de climat représente une double occasion pour la Suisse de se profiler et de gagner des marchés.

En Inde, la DDC soutient une plate-forme nationale d'efficacité énergétique créée par l'agence gouvernementale des économies d'énergie (Bureau of energy efficiency, BEE), afin d'en élargir la portée. En raison de la croissance démographique et économique du pays, les besoins en énergie vont exploser ces prochaines années. « Deux tiers des bâtiments qu'il y aura en Inde en 2030 seront construits ces vingt pro-

chaines années », souligne Ajay Mathur, directeur général du BEE. Non seulement le nombre des nouveaux édifices augmente, mais aussi le taux de ceux qui sont climatisés. Une construction « intelligente » peut donc réduire d'emblée les besoins en énergie. En ce qui concerne les PME, il ajoute : « Les mesures d'économie d'énergie ne sont pas purement écologiques : elles peuvent également répondre à des considérations économiques et sociales. »

En Chine, le programme de la DDC en faveur des villes engagées pour le climat (LCCC) soutient les efforts déployés par dix cités pour s'engager dans une approche respectueuses du climat. La ville solaire de Dezhou est ici pionnière, avec ses toits recouverts de panneaux solaires, ses bicyclettes électriques silencieuses et ses journées sans voiture. Mieux encore, la réduction du CO₂ figure désormais dans le nouveau plan quinquennal. Les villes participant au programme veulent promouvoir leurs visions respectueuses du climat en introduisant des systèmes de gestion de l'énergie dans l'administration et l'industrie, en offrant des cours ciblés de formation continue, en émettant des directives pour la gestion des bâtiments administratifs, et en créant d'autres instruments encore. Outre Kunming, qui est jumelée à Zurich, le programme réunit également des villes situées dans des régions pauvres peuplées de minorités ethniques, dont les industries génèrent d'importantes émissions de CO₂. La Commission nationale du développement et des réformes (NDRC), compétente en matière de changement climatique, a lancé un programme analogue dans huit autres villes. C'est donc là un début important pour les six cents cités que compte la Chine. « Les villes chinoises ont de l'argent, mais il leur manque l'innovation et le savoir-faire », déclare Liu Ke, directeur du programme LCCC.

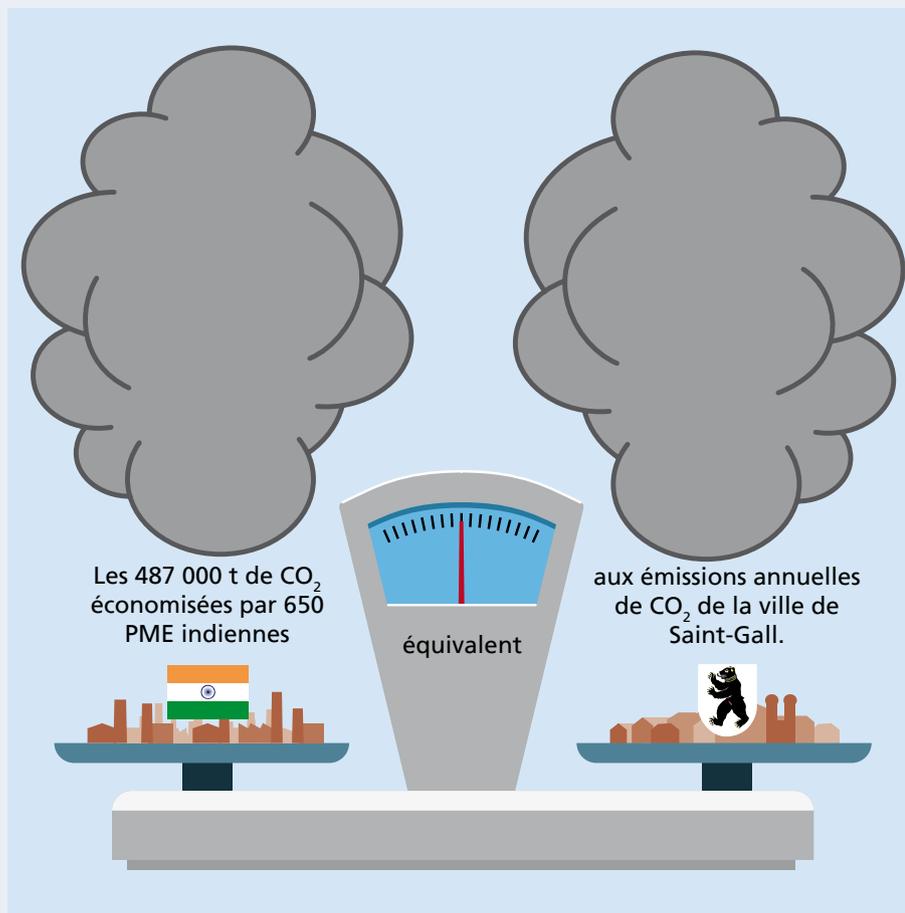
Il est primordial que les villages aient accès à des formes modernes d'énergie respectueuses du climat. Il ne s'agit pas de centres commerciaux, mais de lumière dans les écoles et les maisons, de fonctionnement des moulins, ou de stockage réfrigéré des médicaments dans les pharmacies et les dispensaires.

Girish Seti, directeur du rendement énergétique dans l'industrie (TERI), Inde

Infographie 7 :

Des PME championnes en matière de climat

Tout comme en Suisse, les petites et moyennes entreprises (PME) d'Inde sont l'épine dorsale de l'industrie. Vingt-neuf millions de PME génèrent 70 millions d'emplois et réalisent 9% du revenu national. Elles se caractérisent cependant souvent par une faible productivité, des conditions de travail indignes et un système de production nuisible pour l'environnement. C'est pourquoi, par l'intermédiaire d'un partenariat avec TERI (fondation indienne), la DDC promeut depuis 1993 l'introduction de technologies économes dans les industries énergivores comme la verrerie, la briqueterie et la fonderie. Le bénéfice est double, puisqu'à la lutte contre la pauvreté s'ajoute une contribution substantielle à la protection du climat. Le partenariat avec TERI sera donc poursuivi dans le programme global Changement climatique de la DDC, mais sur une base nouvelle. Les économies d'énergie réalisées jusqu'en 2010 dans 650 verreries et fonderies indiennes s'élèvent à 487 000 t de CO₂ et 139 000 t de pétrole.



En matière de climat, la coopération de la Suisse avec la ville de Dezhou profite à tous les citoyens et citoyennes. Elle contribue à améliorer nos conditions d'existence et la qualité de notre environnement.

Xuan Zuxiang, vice-présidente de l'exécutif municipal de Dezhou

Apprendre à vivre avec les changements climatiques (« Maîtriser l'inévitable »)

Le climat change, c'est une réalité. Dans l'optique du développement, il s'agit de maîtriser ce qui est inévitable et donc de trouver des réponses aux risques qui menacent l'existence, en particulier celle des pauvres. Au Pérou, l'un de ses pays partenaires, la DDC soutient un programme d'adaptation aux conséquences des changements climatiques (PACC, voir infographie 5) dont la force tient à ce qu'il relie entre eux différents niveaux, des initiatives locales aux négociations mondiales. Divers autres programmes de coopération sont en préparation dans la région. Des capacités sont notamment mises sur pied pour mieux évaluer les changements climatiques dans les Andes, les adaptations nécessaires et les risques éventuels de catastrophe. Glaciers et forêts jouent ici un rôle décisif. Plus de deux tiers des glaciers tropicaux se trouvent au Pérou et ont fortement reculé ces dernières décennies, ce qui accentue les risques de pénurie d'eau et exige des mesures d'adaptation, afin d'assurer l'accès universel à l'eau. La requête du gouvernement chilien, désireux de lancer une coopération en matière de sylviculture a posé un jalon important pour des échanges Sud-Sud, car une meilleure compréhension du rôle des forêts profitera à toute la région.

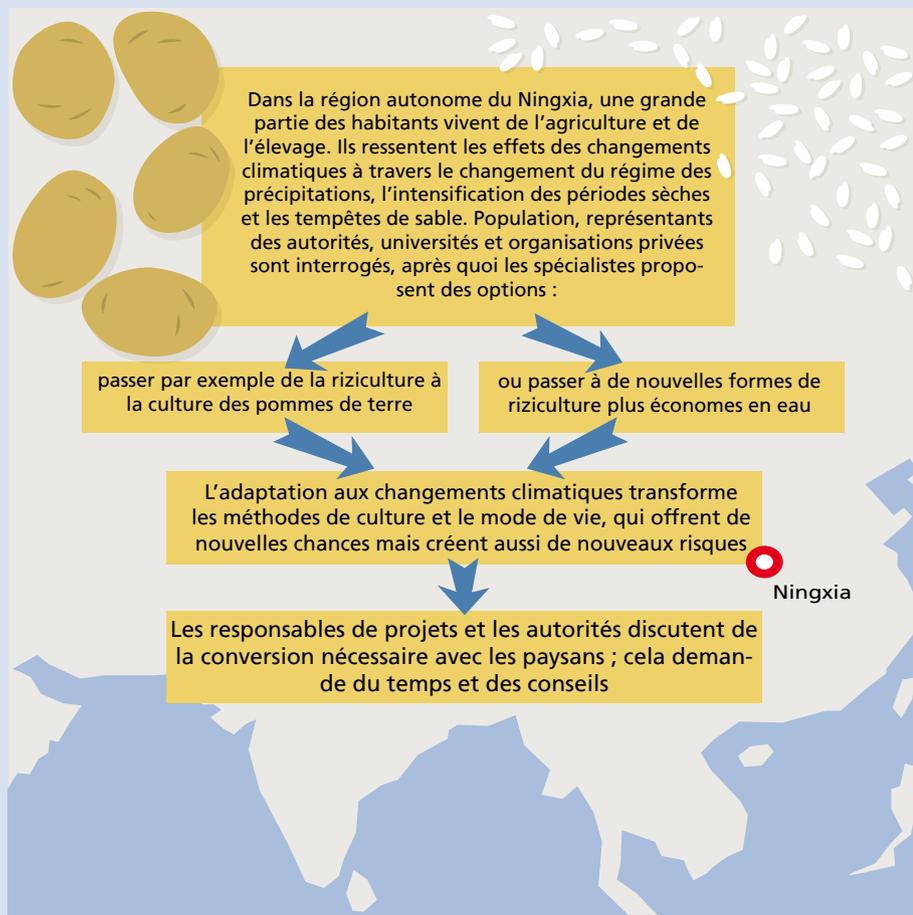
Les échanges sud-sud jouent aussi un rôle important dans l'élaboration de plans d'adaptation nationaux. Sur ce point, la DDC ne soutient pas seulement la coopération entre pays différents, comme dans le cas du Pérou et du Chili, mais diffuse aussi les leçons du programme global Changement climatique à l'intérieur même de grands pays. Ainsi, en Inde, la Suisse

est le seul donneur à avoir été invité à élaborer des projets d'adaptation dans l'État du Maharashtra. En Chine, le programme ACCC a contribué à la rédaction du projet de stratégie nationale d'adaptation. « Tant les climatologues chinois que les spécialistes internationaux ont fait preuve d'une courbe d'apprentissage impressionnante dans le cadre du partenariat ACCC », constate un représentant du département anglais du développement international (DFID). En Inde, la DDC a longtemps aidé activement des villages de régions sèches à se tirer eux-mêmes d'affaire. Dans le cadre du programme global changement climatique, elle poursuivra cette aide avec un partenaire de la société civile, WOTR, mais sur une base nouvelle, car dans des bassins hydrographiques aussi fragiles, le changement du régime des précipitations dû aux changements climatiques peut menacer directement l'existence. Il faut construire des terrasses et des retenues d'eau, creuser des canaux, ou prendre d'autres mesures de lutte contre l'érosion. Si la DDC soutenait autrefois la mise en œuvre directe de projets, elle accorde désormais la priorité à la recherche météorologique ainsi qu'à l'évaluation de l'expérience accumulée pour en déduire lois et directives. Pour le financement de projets proprement dit, WOTR s'est assuré le soutien de la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD). Organisation non-gouvernementale, WOTR est bien accepté par la population, sait la convaincre de ses projets et mobiliser son concours.

Infographie 8 :

Favoriser l'adaptation aux conséquences des changements climatiques

La Chine, la Grande-Bretagne et la Suisse coopèrent au sein de l'initiative « Adaptation aux changements climatiques en Chine » (ACCC) pour en étudier les conséquences et mettre au point des stratégies d'adaptation à l'inévitable. Ce programme pionnier se concentre sur l'agriculture, l'eau, la santé et les risques de catastrophe. Les expériences de terrain sont relayées dans la coopération sud-sud ; ainsi, à la conférence de Durban sur le climat (2011), le programme ACCC était présent, mais en liaison cette fois avec des États africains. À part le niveau national, trois régions font l'objet d'un travail particulier, dont celle, autonome, du Ningxia (en Chine). Il s'agit d'une région musulmane pauvre, qui compte de nombreuses familles d'émigrés. En Chine, les musulmans forment une minorité. Une grande nouveauté du programme ACCC est sa procédure participative, que les partenaires chinois ont acceptée sur proposition de la Suisse et de la Grande-Bretagne. Le programme étudie en particulier les effets des changements climatiques sur les femmes, les travailleurs migrants et les pauvres, et en tient compte dans sa palette de mesures.



Une coopération au développement respectueuse du climat

Minimiser les risques climatiques dans la coopération au développement

Il ne suffit pas de réaliser des projets qui préviennent les changements climatiques ou facilitent l'adaptation aux risques qui en découlent. Pour pouvoir assurer les bases de l'existence des populations, il faut inscrire dans toutes les actions bilatérales de la DDC les principes de la compatibilité climatique et de la réduction des risques liés aux changements climatiques. Cette intégration ne peut se faire en un jour, elle demande du temps, de l'intérêt et une communication active. Au début, on craignait que les changements climatiques ne soient qu'un nouveau phénomène de mode, mais on sait aujourd'hui qu'ils menacent les progrès réalisés ces dernières décennies dans la lutte contre la pauvreté. Pour affronter les changements climatiques avec succès, il est capital que chaque intervention soit bénéfique sur plusieurs plans (« co-benefits », voir infographie 2). Mettre au point de nouvelles variétés de céréales résistantes à la sécheresse ne réduit pas seulement le risque de perte de récoltes induit par le climat, cela contribue aussi à garantir la sécurité alimentaire.

L'absence de mesures de mitigation et d'adaptation au climat freine le développement. Sur la base de ce

Si les efforts pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de développement sont pilotés par les partenaires établis dans les pays en développement, les donateurs ont un rôle important à jouer dans le soutien de ces efforts et doivent intégrer ces considérations dans leurs propres organisations.

OCDE, document d'orientation sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération au développement, p. 15

constat, le programme global Changement climatique a élaboré un instrument d'examen de la réduction du risque de catastrophe climatique ou naturelle (Climate Environment and Disaster Risk Reduction Integration Guidance - CEDRIG), qui fournit la systématique nécessaire pour identifier à temps d'éventuels problèmes. En effet, plus les risques sont reconnus tôt, plus il est simple de les prévenir. L'examen en question peut être réalisé par les responsables eux-mêmes, à l'aide d'un manuel disponible désormais en anglais, français et espagnol, et amélioré constamment au fur et à mesure de son utilisation. Il est prévu de proposer des cours spécifiques pour en promouvoir l'usage, car cet instrument ne doit pas être utilisé uniquement par la DDC, mais aussi par ses partenaires. Ainsi, après une expérience positive au niveau d'un projet (voir infographie 11), le ministère bolivien compétent a décidé d'appliquer notre instrument à deux programmes nationaux.

En 2011, le Parlement a concrétisé sa volonté de relever la coopération au développement de la Suisse à 0,5% du revenu national (PIB) jusqu'en 2015 en votant un crédit additionnel. Grâce à ce fonds supplémentaire, la DDC est chargée d'investir en 2011–12 63 millions de francs de plus dans le domaine du climat, dont 20% en faveur du programme global Changement climatique, les 80% restants étant affectés à des programmes supplémentaires en faveur du climat, mais réalisés dans les pays prioritaires traditionnels. Cette décision accroît considérablement l'importance de la thématique du changement climatique dans le contexte du développement et stimule la coopération interne. Le contrôle commun de la mise en œuvre de ces fonds supplémentaires va dans le même sens et encourage l'intégration du thème du climat dans le travail bilatéral.

Infographie 9:

Réexaminer les projets sous l'angle de la compatibilité climatique

Pour tenir compte plus systématiquement des corrélations entre changement climatique et développement, la DDC a mis au point une procédure d'examen des chances et risques de ses programmes bilatéraux. Ce système intègre les directives de l'OCDE et s'adresse aux collaborateurs des pays partenaires et de la DDC. Il s'insère dans la gestion du cycle de projet (« GCP ») et consiste en un examen préalable et un examen détaillé. Un manuel détaillé en facilite l'application. La procédure est déjà utilisée dans différents pays au niveau des programmes et des projets. L'exemple ci-dessous, soit le projet bolivien du barrage « El Salto », montre comment ont été identifiées les possibilités de prendre en compte les risques du changement climatique.



Examen préalable. « El Salto » fera l'objet d'un examen détaillé, vu que les conséquences du changement climatique affectent directement à la fois les composantes principales du projet et la région concernée.

1

Examen détaillé, 1^{ère} étape. Les risques climatiques identifiés sont entre autres les sécheresses et le manque de pluie. L'ignorance de la population accroît sa vulnérabilité.

2

Examen détaillé, 2^{ème} étape. Améliorer les méthodes d'irrigation et introduire ou réintroduire d'anciennes variétés de plantes sont autant de possibilités de s'adapter et de réduire les risques.

3

Examen détaillé, 3^{ème} étape. L'action jugée la plus efficace est de créer et d'instruire un comité local d'irrigation.

4

Examen détaillé, 4^{ème} étape
4. Des indicateurs sont intégrés dans la gestion de projet pour suivre les mesures d'ordre climatique.

La coopération sino-helvétique en matière de climat bénéficie aux deux parties.

Andreas Götz, vice-directeur de l'Office fédéral de l'environnement OFEV

Exploiter le savoir-faire suisse (« swissness »)

« La Suisse est le pays où nos riches placent leur argent ! » est une déclaration qu'on entend souvent à l'étranger. Or de nombreux entretiens avec nos partenaires de la coopération au développement prouvent qu'il existe aussi d'autres formes de swissness : mettre les besoins de la grande majorité défavorisée de la population au centre des préoccupations, favoriser les systèmes participatifs, chercher ensemble des solutions adaptées, attacher de l'importance à la qualité et au soin, tout cela compte comme manière typiquement suisse de travailler. Comme le dit un collègue indien, « la Suisse ne se comporte pas en donneur, mais en partenaire, en leader passionné. La swissness, c'est aussi privilégier les domaines dans lesquels notre pays excelle, pour autant que nos partenaires s'y intéressent. Or dans la coopération en matière de climat, les possibilités sont nombreuses :

- › Politique de l'environnement (voir infographies 6 et 12). Glaciers, sécurité des barrages et risques naturels sont des thèmes d'actualité dans l'Himalaya et les Andes ; la Chine a identifié l'air (pureté de l'air, pollution par le diesel) et le climat (mesures d'adaptation, réduction du CO₂) comme des domaines d'apprentissage importants ;
- › Industrie de l'énergie (voir infographie 7). Le système Minergie (Inde, Chine), le concept de cité de l'énergie (Chine) et les petites centrales hydrauliques (Inde, Nicaragua) s'avèrent être également des produits d'exportation ;

- › Sylviculture (voir infographie 1 et 4). La Suisse participe activement à des programmes régionaux d'entretien et d'exploitation des forêts en Afrique, Amérique latine et Asie, ainsi qu'au niveau mondial (REDD+).

La finance et les assurances sont d'autres secteurs où la Suisse est forte. Les changements climatiques engendrent de nouvelles charges et de nouveaux risques pour les pays en développement et leurs populations. En complément des mesures préventives, des systèmes adaptés de micro-assurances peuvent contribuer à ce que les personnes pauvres ou des communautés villageoises entières puissent s'assurer contre les risques climatiques. En Inde, des spécialistes suisses aident nos partenaires locaux à mettre au point des produits d'assurance novateurs.

Dans la coopération en matière de climat entre spécialistes suisses et des pays partenaires, on assiste à un échange d'expériences d'égal à égal. Nos partenaires assument d'ailleurs de plus en plus eux-mêmes leurs coûts. La DDC devient un médiateur qui propose un cadre organisationnel et financier pour la résolution des problèmes identifiés en commun. Il ne s'agit pas là de swissness à tout prix, nos partenaires s'intéressant seulement à la meilleure expertise disponible. De nombreuses questions peuvent d'ailleurs être résolues par les experts locaux. Par ailleurs, si l'on demande que les spécialistes soient capables de communiquer en chinois, la Suisse reste assez vite dehors.

Infographie 10 :

Fonte des glaciers, un savoir-faire suisse demandé

Le recul des glaciers est l'une des conséquences les plus manifestes des changements climatiques. Communiqué de presse du 4 octobre 2011 : « Sur la paroi nord de la Jungfrau, dans l'Oberland bernois, un morceau impressionnant menace de se détacher du front du glacier du Giessen. Dans le pire des cas, il pourrait dévaler jusqu'à remplir et barrer le Trümmelbach, ce qui submergerait des zones habitées. La commune de Lauterbrunnen a mis sur pied un état-major de crise. » La population des Alpes, des Andes, de l'Himalaya est confrontée à des conséquences identiques. Chine, Inde et Pérou ont annoncé leur intérêt pour une coopération avec la Suisse. Il s'agit d'observer le recul des glaciers, d'analyser les risques induits par les masses d'eau, de repérer les déferlements possibles et d'installer des systèmes d'alerte avancés. Partager de telles tâches dans d'autres continents enrichit aussi l'expérience des participants suisses et élargit leur horizon, par exemple au Pérou, qui abrite plus de 70% des glaciers tropicaux du monde entier.



Miser sur le savoir et l'expérience

La recherche au service des programmes de développement

« Nous ne comprenons souvent pas très bien ce qui se passe. Certaines conséquences des changements climatiques ne n'apparaissent même pas sur notre radar. Nous essayons donc trop fréquemment de résoudre les problèmes de demain avec les recettes d'hier. » En tant qu'ancien membre de l'autorité indienne de gestions des catastrophes, Vinod Menon sait de quoi il parle. En matière de climat, le lien direct entre recherche, politique et pratique est vital. Pour cette raison, le rôle de la DDC lui non plus n'est pas le même que dans le cadre de la coopération au développement traditionnelle. Coopérer et se mettre en réseau avec les organisations partenaires chargées de la réalisation pratique, avec les établissements spécialisés et les spécialistes du monde scientifique et du secteur privé prend de plus en plus d'importance. Plus les pays concernés et les donateurs internationaux investissent dans des mesures d'adaptation ou de prévention des changements climatiques, plus il

En tant que coprésident du groupe de travail I du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) consacré aux aspects scientifiques, j'ai pour tâche de présenter les meilleurs résultats des recherches sur le climat de façon à ce que les décideurs disposent de données solides et compréhensibles sur les changements climatiques.

Thomas Stocker, chef de la division Climat et physique de l'environnement à l'Université de Berne

importe de disposer de connaissances fiables sur ce qui est vraiment efficace et sur ce qui ne l'est pas. Le programme sino-helvético-britannique d'adaptation aux changements climatiques (ACCC) est considéré comme « avant-gardiste », dans la mesure où il traduit les résultats de la recherche dans la pratique et la politique, et inversement. Une équipe de climatologues britanniques sinophones coopère étroite-

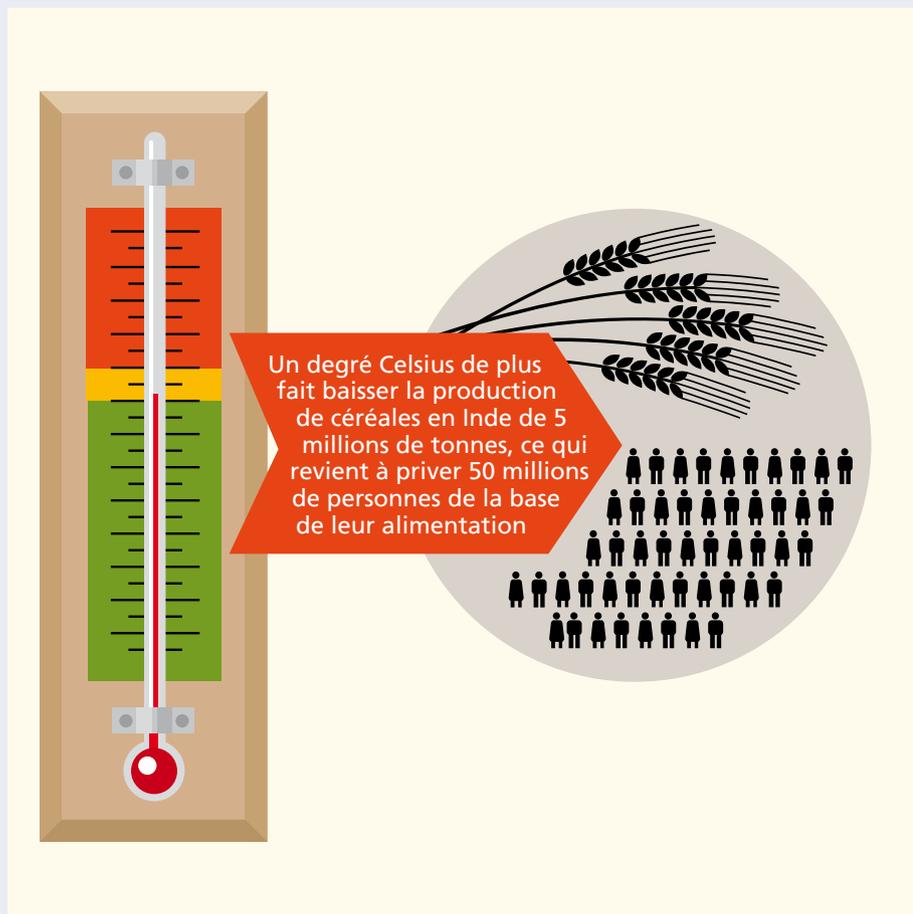
ment avec les universités et autorités chinoises. Artère vitale de la Mongolie intérieure chinoise, le fleuve Jaune charrie moins d'eau qu'autrefois. On évalue donc les risques qui en découlent pour diverses populations et régions. Dans un va-et-vient constant entre scientifiques et autorités, on discute et décide à tous les niveaux des mesures d'adaptation, des plans d'infrastructures et des cours de formation continue pour les personnes impliquées (voir infographie 8). Le poste de commande en matière de changements climatiques, à savoir la Commission nationale du développement et des réformes (NDRC), évalue les résultats du programme ACCC et se charge de diffuser les nouvelles connaissances dans toutes les provinces de Chine.

Dans un effort sans précédent, plus de mille chercheurs en climatologie travaillent au GIEC à la préparation d'un nouveau rapport sur l'état du climat. Y sont associés quatre partenaires de notre programme global en tant qu'auteurs de chapitres spécifiques. La perspective globale de ce rapport repose sur l'épluchement d'énormes quantités de données récoltées et préanalysées au niveau local et régional. Etudes de fond et recherche appliquée se complètent pour permettre des programmes concrets de mise en œuvre. Dans le domaine des changements climatiques, les innovations sont toujours liées à un contexte particulier. Il ne s'agit pas seulement là d'adaptation de mesures d'ordre technique. En Inde, par exemple, la procédure participative, dans laquelle les personnes concernées peuvent exprimer leur vue des problèmes et de ce qu'il faudrait faire, n'a rien de nouveau, alors qu'en Chine, c'est une révolution. Pour aboutir, les interventions en matière de changement climatique nécessitent une large compréhension des problèmes et sont liées à des changements d'ordre social.

Infographie 11:

Un degré Celsius de plus, cinq millions de tonnes de céréales de moins

Les cultivateurs indiens de céréales sont particulièrement exposés au stress climatique. À part le riz, le principal aliment de base est le blé. Or la culture sans irrigation pratiquée par les exploitations familiales pauvres est très sensible à la température. Le blé est une céréale d'hiver. Si le climat se réchauffe, les rendements baissent nettement. Dans le cadre d'une coopération indo-suisse en biotechnologie, rendue possible par le Programme global sécurité alimentaire de la DDC, des généticiens indiens mettent au point avec l'Université de Zurich de nouvelles variétés de céréales présentant différents degrés de tolérance à la chaleur. Les agriculteurs auront ainsi à l'avenir la possibilité de s'adapter au réchauffement climatique sans perte de productivité – ce qui pourrait d'ailleurs intéresser aussi les paysans suisses.



Sources : Gouvernement indien/DDC, A Decade of Experience in R&D and Technology Management: Indo-Swiss Collaboration in Biotechnology (ISCB), Delhi 2011 ; Aggarwal P.K., «Global climate change and Indian agriculture: impacts, adaptation and mitigation», Indian Journal of Agricultural Sciences, 78: 911-919

Utilité démultipliée par la coopération Sud-Sud

Si le savoir-faire suisse est d'abord exploité pour la construction de petites centrales hydrauliques au Népal et que les expériences faites dans ce pays peuvent ensuite être reprises en Inde et ailleurs, on a alors un cas d'école de coopération triangulaire ou de coopération sud-sud. Autre exemple : grâce à sa coopération avec la DDC, notre partenaire indien TERI s'est servi des expériences acquises en matière d'économies d'énergie dans les fonderies pour rénover des petites entreprises au Bangladesh. Le Programme global changement climatique exploite le potentiel des coopérations triangulaires dans la mesure où celles-ci promeuvent délibérément des programmes régionaux ou des échanges sud-sud directs. Des pays émergents comme l'Inde et la Chine interviennent eux-mêmes comme donneurs d'aide et deviennent de nouvelles sources de coopération triangulaire.

L'agriculture chinoise connaît un véritable essor, et les petits paysans appliquent souvent des méthodes économes en engrais, ce qui est bon pour le climat. La DDC a aidé l'Université d'agriculture de Chine à discuter et publier ses expériences de coopération avec des partenaires africains. Le directeur de l'ins-

titut pour le développement de cette université est aussi président du groupe Chine-Afrique de l'OCDE. La voie est donc libre pour le transfert sud-sud, dans des pays tiers, des innovations climatiques réalisées dans les programmes chinois avec le soutien de la Suisse. Le livre blanc chinois sur l'aide extérieure est d'ailleurs explicite dans son programme : « L'aide extérieure de la Chine entre dans la catégorie de la coopération sud-sud et représente une aide mutuelle entre pays en développement. »

Les échanges sud-sud figuraient aussi au centre de la première réunion du « réseau climatique » dont font partie les programmes de la DDC. Des collaborateurs de divers pays y ont parlé de leur expérience et inspecté des projets au Pérou. Parmi les plans qui ont suscité un vif intérêt, toutes nationalités confondues, citons l'adaptation aux changements climatiques, le rendement énergétique dans la production de briques, la réduction des particules de suie dans les processus de combustion, ou encore la sylviculture (REDD+). Les entretiens personnels facilitent l'apprentissage direct et préparent le terrain de coopérations futures. Dans l'intervalle qui sépare les rencontres, les échanges se poursuivent par voie électronique (courriels, shareweb, lettres d'information ou discussions en ligne). Le réseau relie les organisations partenaires de la DDC, spécialistes, instituts et entreprises du secteur privé qui travaillent dans le domaine du climat et qui détiennent un savoir pratique et théorique dans des secteurs en évolution foudroyante. En plus des projets qu'elle finance, la DDC soutient financièrement le site climate-l.org, devenu en très peu de temps une plate-forme internationale reconnue en matière de politique du climat. Il est consulté plus de 43 000 fois par mois et le bulletin quotidien (newsletter) compte plus de 21 000 abonnés. Ces chiffres croissent régulièrement à la veille des négociations internationales sur le climat.

Grâce à la plate-forme Internet (www.climate-l.org), soutenue par la Suisse, et à la newsletter quotidienne, un plus grand nombre de climatologues savent sur quoi travaillent leurs collègues. C'est là une étape importante vers la coopération sur le climat, y compris entre pays en développement.

Langston James « Kimo » Goree VI, directeur des services de communication de l'IISD

Infographie 12 :

Plus de briques, moins d'effet de serre

Dans le monde entier, la fabrication de briques est une industrie-clé des zones rurales. Chaque année, l'Asie produit 1000 milliards d'unités, ce qui nécessite 110 millions de tonnes de charbon. Les fours à briques chinois équipés de cheminées verticales (VSBK) permettent des économies massives d'énergie, donc de charbon. C'est une technique climatophile, qui améliore les conditions de travail et est intéressante du point de vue financier, puisque la réduction de CO₂ obtenue peut être revendue à titre de compensation. Au seul Vietnam, plus de 300 fours VBSK permettent d'économiser 150 000 tonnes de CO₂ par an. Le transfert sud-sud ne fonctionne cependant pas automatiquement, car la technologie doit toujours être adaptée au contexte local. Les fours décarbonés soutenus par la DDC se répartissent comme suit :



En marche vers un Centre de compétences changements climatiques et développement

La DDC a l'intention de faire du programme global Changement climatique un centre de compétences en matière de changements climatiques et de développement, ce qui implique 1° d'évaluer l'expérience pratique accumulée dans les pays partenaires, 2° de l'exploiter comme source d'inspiration pour la politique nationale et pratique des pays desservis, et 3° de contribuer à la recherche de solutions praticables dans les enceintes et les négociations internationales. L'existence de ce centre de compétences au sein de la DDC facilite son rôle actif dans le réseau national du climat et sur le plan international (voir infographie 3). Le centre a la tâche de conseiller la DDC en matière de stratégies, programmes et projets respectueux du climat. Grâce au relèvement du budget alloué par le Parlement au développement, la coopération sur le climat a reçu des fonds supplémentaires en 2011. L'expertise de ce centre en gestation n'est donc pas seulement recherchée à l'extérieur, mais aussi en interne.

La coopération suisse avec des villes chinoises qui cherchent des pistes respectueuses du climat est pour nous une source d'inspiration.

Jiang Zhao Li, NDRC, Chine

Ces deux dernières années, le réseau interne de la DDC Changements climatiques et environnement (CCE Network) s'est concentré sur le développement et la documentation des connaissances et des compétences. Des courriels et un bulletin d'information régulier (newsletter) fournissent des informations sur les changements climatiques et le développement aux collaborateurs de la DDC et à un nombre croissant d'affiliés siégeant dans les organisations partenaires ou d'autres offices fédéraux. Le réseau propose aussi des formations en matière de coopération au développement et de changements climatiques en Suisse et dans les pays en développement, un instrument d'examen climatique (voir infographie

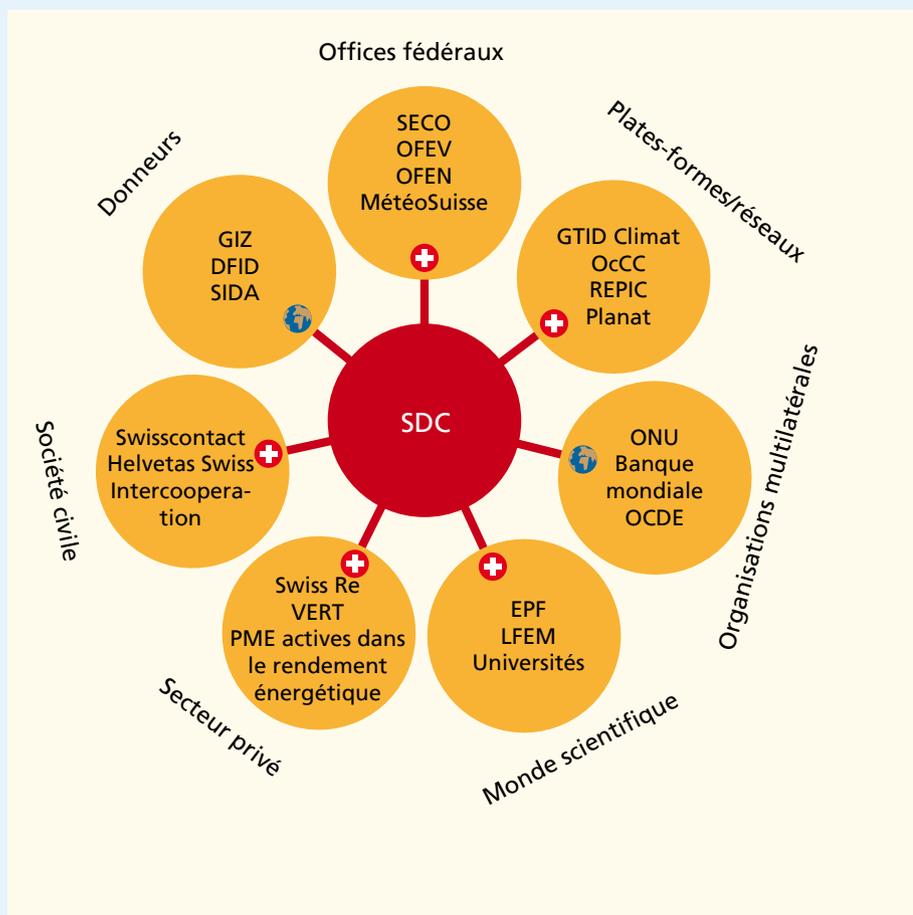
11) et un site Internet ; il a aussi organisé une première rencontre au Pérou. Bien que tous les participants connaissent bien les questions de climat, le réseau s'efforce constamment d'améliorer l'accès aux informations spécifiques à un contexte donné, par exemple en donnant des aperçus de la politique du climat pays par pays. Il est aussi en train de s'ouvrir aux organisations partenaires et à d'autres intéressés, ce qui accroît sa visibilité et ses ramifications. Cet élargissement soulève cependant de nouvelles questions. Comment motiver d'autres gens à partager leurs expériences alors que les horaires de travail sont limités? Comment rendre disponible ce nouvel ensemble de connaissances de façon à ce que toutes les personnes qui cherchent une réponse spécifique la trouvent ?

Pour rayonner, un centre de compétences n'a pas seulement besoin d'un bon ancrage institutionnel, mais de personnel motivé et compétent. Les succès remportés jusqu'ici auraient été impensables sans la largeur de vues et l'engagement de toutes les personnes impliquées dans le programme global Changement climatique. En matière de changements climatiques et de développement, l'expérience ne s'acquiert pas du jour au lendemain. Il est indispensable de disposer d'un vaste socle de personnel et de points de vue différents. Un centre de compétences ne sera réalisable que le jour où il sera possible de faire carrière dans le climat, ce qui remet en cause le système traditionnel de rotation de la DDC. Il faut promouvoir de façon ciblée la formation continue et les échanges avec les autres offices fédéraux (OFEV, SECO), les organisations du développement et de l'environnement, le monde scientifique, le secteur privé et les institutions internationales (OCDE, ONU, Banque mondiale) pour aplanir le chemin qui permettra de vouer sa carrière à un seul thème central : climat et développement.

Infographie 13:

Les partenariats climatiques de la DDC, un maillage tous azimuts

Les changements climatiques, leurs causes et leurs conséquences, sont des sujets extrêmement complexes. La volonté de la DDC de mettre sur pied un centre de compétences reconnu dans le segment Climat et développement n'est réalisable qu'en réseau avec les partenaires les plus divers. Il s'agit d'étudier ses propres expériences, d'exploiter les compétences scientifiques de tiers, d'impliquer des acteurs du secteur privé et de se confronter aux positions variées défendues en Suisse et à l'étranger. C'est pourquoi le programme global Changement climatique est interconnecté nationalement et internationalement, par exemple avec :



Abréviations : DFID (Département anglais du développement international), EPF (Écoles polytechniques fédérales), GIZ (Société allemande pour la coopération internationale), GTID (Groupe de travail interdépartemental), LFEM (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherches), OcCC (Organe consultatif sur les changements climatiques), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), OFEV (Office fédéral de l'environnement), OFEN (Office fédéral de l'énergie), ONU (Organisation des Nations Unies), Planat (Plate-forme nationale « Dangers naturels »), REPIC (Plate-forme interdépartementale pour la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans la coopération internationale), SECO (Secrétariat d'État à l'économie), SIDA (Agence suédoise de coopération au développement international), VERT (Technologie de vérification de la réduction des émissions)

Sources : DDC

Bibliographie

OFEV, Switzerland's Fifth National Communication under the UNFCCC, Berne 2009,.

OFEV/OFS, Environnement Suisse 2011, Berne/Neuchâtel 2011.

Message concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement (<http://www.admin.ch/ch/ff/ff/2008/2595.pdf>, dernière consultation : 28.10.2011).

Message concernant l'augmentation des moyens pour le financement de l'aide publique au développement (http://www.deza.admin.ch/ressources/ressource_fr_195263.pdf, dernière consultation : 28.10.2011).

DDC, Environnement Global, Partenariats Nord-Sud, Berne 2001.

DDC, Programme global Changement climatique, (http://www.deza.admin.ch/ressources/ressource_fr_181507.pdf, dernière consultation : 28.10.2011), sans indication d'année.

DDC, Thèmes, fonctionnement et mise en œuvre des Programmes globaux (http://www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Programmes_globaux, dernière consultation : 28.10. 2011), sans indication de date.

Germanwatch, Globaler Klimawandel: Ursachen, Folgen, Handlungsmöglichkeiten, Bonn 2011.

Gerster, Richard, Swissness made in India, Orell Füssli, Zurich 2008.

OcCC, Le climat change – que faire? Le nouveau rapport du GIEC et les conséquences pour la Suisse, Berne 2008.

OCDE, Integrating Climate Change Adaptation into Development Co-operation. Policy Guidance, Paris 2009.

OCDE, Switzerland – Development Assistance Committee (DAC) Peer Review, Paris 2009.

Schwarzenbach, René, Mensch Klima! Wer bestimmt die Zukunft? Lars Müller Publishers, Baden 2011.

Impressum

Edition : Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

3003 Berne, www.ddc.admin.ch

Auteurs : Richard Gerster, Sonja Beeli, Konrad Matter

Mise en page : Communication visuelle, DFAE

Illustrations : Grafikatelier Saxer, Bern

Commandes : Tel. 031 322 44 12, E-mail: info@deza.admin.ch

Contact spécialisé : Direction du développement et de la coopération DDC

Programme global Change climatique, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne

Tél : +41 31 325 92 82 Fax: +41 31 325 93 62, gpc@deza.admin.ch

Cette publication est également disponible en allemand et en anglais et peut être téléchargée sous www.deza.admin.ch/publications.

Berne, 2012



Les pays les plus riches (environ un sixième de la population mondiale) ont émis environ deux tiers des émissions CO₂ entre 1850–2005. Depuis 1970, les pays en développement sont responsables de plus des trois quart de l'augmentation des émissions CO₂.